

politiques ayant la moindre connotation anti-coloniale, mais il s'inscrit en clair dans le camp «industrialisé» sur beaucoup de questions économiques. Il s'ensuit que les représentants du Tiers monde dont il cherche à s'attirer les faveurs peuvent à coup sûr prévoir sa réaction et n'en tiennent souvent aucun compte.

Face à cette solidarité du Tiers monde dans les délibérations et les décisions de l'Assemblée générale, les délégations du Canada et des autres pays occidentaux se sont retrouvées la plupart du temps sur la défensive. A quelques exceptions près, elles ne font que réagir aux initiatives des non-alignés, cherchant, au mieux, à faire modifier les résolutions proposées de façon à rendre moins désagréables les conséquences de leur inévitable adoption et, au pis, à organiser le plus dignement possible des votes de protestation par voie d'abstention ou d'opposition pure et simple. Mais sous la pression de la majorité non alignée, leurs efforts ont connu un succès mitigé.

### La conférence de Colombo

La cinquième conférence au sommet des pays non alignés, tenue à Colombo (Sri Lanka) du 16 au 19 août 1976, s'est concentrée sur la question litigieuse de la définition du non-alignement en fonction des changements majeurs survenus dans les relations politiques et économiques depuis le sommet d'Alger trois ans plus tôt. Son ordre du jour de quinze points embrassait une gamme étendue de questions politiques et économiques, dont certaines étaient extrêmement controversées. Il était question de l'Afrique australe, du Moyen-Orient et du problème palestinien, de Chypre, de la Corée, de l'Amérique latine, de l'océan Indien «zone de paix», du désarmement et des incidences de la détente. Quant aux questions économiques, elles gravitaient autour de l'idéal d'un nouvel ordre économique international. Les participants réunis à Colombo ont insisté sur une plus grande solidarité économique et sur une coopération accrue entre les pays non alignés, particulièrement au profit des «pays soumis à des pressions économiques étrangères».

Plusieurs États ont soulevé des réserves précises sur certains éléments du communiqué final, par exemple la question coréenne et d'autres questions politiques. Malgré quelques opinions modérées, des résolutions anti-occidentales extrêmes ont été adoptées par consensus nominal. Bien qu'ils puissent être disposés à exprimer des réserves, beaucoup de membres semblent adopter une attitude passive et laissent passer par consensus des résolutions bia-

sées, du moment qu'elles ne nuisent pas à leurs propres intérêts. Il est certain que ce genre de consensus de pure forme fait l'affaire des extrémistes, puisqu'il leur permet d'afficher un front uni sur les résolutions qu'ils proposent. Le vote à la majorité, introduit à Georgetown en 1972 lors de la conférence des ministres des Affaires étrangères, n'a pas survécu longtemps, ayant donné lieu à de graves désaccords, notamment à propos de l'admission des mouvements de libération indochinois et de la décision de tenir le sommet suivant à Alger.

D'autre part, certains pays redoutent une «dilution» ou une «altération» du mouvement non aligné à cause de la diversité de ses membres. Aussi, les observateurs et les invités présents à Lima en août dernier ont fait naître des inquiétudes, de même que les demandes de statut d'observateur présentées par le Portugal, la Roumanie et les Philippines, respectivement membres de l'OTAN, du Pacte de Varsovie et de l'OTASE (les Philippines ont en outre conclu un accord bilatéral de défense avec les États-Unis). Bien que certains pays se soient prononcés en faveur de l'admission de tout État favorable au mouvement non aligné et présentant une politique étrangère indépendante, les ministres des Affaires étrangères réunis à la veille du sommet en ont décidé autrement. Ces États ne recevront que le statut d'«observateur». L'admission du Pakistan a été rejetée une fois de plus à cause de l'adhésion de ce pays à l'Organisation du Traité central (OTCEN). (En réponse à cela, le premier ministre du Pakistan, M. Ali Bhutto, a demandé après la conférence de Colombo la convocation d'un «sommet» de tout le Tiers monde pour «éloigner la menace d'un affrontement latent et éventuellement désastreux et s'acheminer vers la coopération mondiale... concilier les positions des pays du Tiers monde... et permettre à ces derniers de prendre la place à laquelle ils ont droit dans la communauté économique mondiale... qu'ils soient alignés ou non, communistes ou non...»).

Les retombées du sommet de Colombo se sont déjà fait sentir à la trente et unième session de l'Assemblée générale. Les documents de la conférence qui ont circulé à la demande du représentant permanent du Sri Lanka (document A/31/197 de l'ONU) permettent de croire que la solidarité et l'orientation du Tiers monde seront des facteurs déterminants dans plusieurs domaines, comme ce fut le cas au lendemain d'Alger, et constitueront une indication des tendances susceptibles d'émerger dans le secteur économique en